

AMÉRIQUE LATINE - Propos tenus au XIIIème sommet du groupe de Río : l'Amérique latine face à l'Europe

mercredi 16 juin 1999, mis en ligne par [Dial](#)

Les 28 et 29 juin 1999 va se tenir à Río de Janeiro, Brésil, une rencontre au plus haut niveau à laquelle sont attendus 48 chefs d'État des pays d'Amérique latine, des Caraïbes et de l'Union européenne. Pour préparer ce sommet, la grande majorité des pays concernés d'Amérique latine se sont retrouvés à Mexico les 28 et 29 mai dans le cadre du XIIIème Sommet du Groupe de Río [1]. Au terme de ces travaux, il n'y a pas eu de communiqué, mais Ernesto Zedillo, président du Mexique, Julio María Sanguinetti, président de l'Uruguay et Jamil Mahuad, président d'Équateur, ont donné une conférence de presse. Les propos tenus sont très révélateurs des orientations économiques et idéologiques officiellement mises en avant et des objectifs poursuivis dans le rapprochement avec l'Europe. On trouvera ci-dessous, à titre informatif, quelques-uns des extraits les plus significatifs de cette conférence de presse (d'après la version sténographiée) tenue à Mexico le 29 mai.

Julio María Sanguinetti, président de l'Uruguay

« Comme vous le savez, les 28 et 29 juin aura lieu à Río de Janeiro un sommet des chefs d'États et de gouvernements des pays membres de l'Union européenne et des pays d'Amérique latine.

Sans aucun doute, c'est un événement inédit, historique. C'est la première fois que tous les pays d'Europe se réunissent avec tous les pays d'Amérique latine, après 500 ans d'une histoire faite de rencontres et d'oppositions, au cours desquels nous avons vécu ensemble. Ceci représente une étape qui nous agrée, et c'est la raison pour laquelle, lorsque le président Chirac en a pris l'initiative, la majorité d'entre nous a appuyé cette idée parce qu'elle nous paraissait à coup sûr attirante et qu'elle représentait une grande occasion.

De plus, dans le monde actuel, dans ce monde multipolaire qui a succédé au monde bipolaire de la guerre froide, il ne fait aucun doute que l'Europe est l'un des grands centres de pouvoir économique, de pouvoir culturel, de pouvoir scientifique, de pouvoir politique et, en conséquence, avec tout ce que cela signifie, il est naturel que l'Amérique latine puisse avoir un dialogue adulte, responsable, égalitaire, en plus du dénominateur commun démocratique.

En définitive, tant en Europe qu'en Amérique latine, nous avons vécu un long processus de construction démocratique, et nous avons tous les deux vécu des tribulations variées, avec des avancées et des reculs dans cette grande aventure de la construction démocratique. L'Europe l'a vécue tout au long de ce siècle, nous-mêmes, nous l'avons vécue, mais aujourd'hui, heureusement, il se trouve que nous professons le credo démocratique de part et d'autre de l'Atlantique. Et c'est une bonne et grande occasion, en définitive, qu'au-delà de toutes ces éclipses que nous avons abandonnées au passé aussi bien ici que là-bas, de pouvoir nous rencontrer pour parler avec maturité de nos questions. (...)

En ce qui concerne la question commerciale, il est fondamental pour nous de progresser dans le processus de libéralisation commerciale, dont la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) [2] fut le symbole, et tous les pas que nos pays ont faits dans leurs aires respectives dans cette direction. (...)

L'Amérique latine est la région du monde qui a la croissance la plus élevée. L'Amérique latine n'est plus aujourd'hui une région au visage altéré par des traits politiques mauvais, par l'absence de stabilité et par des déséquilibres. L'Amérique latine vit les problèmes que vit n'importe quel pays, et ce sont ceux d'une démocratie, d'économies ouvertes, stables, compétitives, dynamiques qui construisent sans aucun doute son insertion dans le monde présent.

Et en définitive, dans notre relation avec l'Europe, nous avons apporté un grand marché, et nous avons aussi accès à un marché mais nous aimerions que ce soit dans de meilleures conditions.

Nous ne refusons pas l'accès à nos marchés, mais nous aspirons à la même chose pour nous. Lorsque nous pensons par exemple à la question agricole, qui est essentielle dans cette perspective, nous voyons que dans l'Union européenne survivent toujours des réflexes protectionnistes qui sont en contradiction avec tout ce que signifie l'OMC, ses principes organisateurs. C'est là un point central et cardinal dans tout ce qui constitue le débat avec l'Union européenne.

De la même manière, nous devons parvenir - et cela nous paraît fondamental - à créer un débat avec l'Union européenne sur le monde que nous construisons, c'est-à-dire sur les grands thèmes politiques, les thèmes de la paix, les thèmes de la démocratie, les thèmes du système financier international. Toutes ces questions appellent des modifications. Le système financier international a connu dernièrement de nombreuses crises dont le président Zedillo va parler spécialement. En tout cela, il faut voir jusqu'où nous pouvons aller dans cette direction. De la même façon, nous ne cessons d'être concernés par ce qui est strictement politique. Ici, nous avons été de nombreux présidents à parler et nous n'avons pas été étrangers au fait qu'il y a une guerre en Europe dans laquelle nos interlocuteurs sont engagés, dont nous connaissons naturellement et dont nous apprécions à leurs valeurs les propos et les intentions, mais nous voyons aussi avec beaucoup de préoccupation, comme Latino-Américains, le fait que cette guerre se soit faite en ignorant l'organisation internationale ; les Nations unies, le Conseil de sécurité ont été ignorés. Et aujourd'hui l'Europe se trouve dans une situation de guerre qui s'est produite simplement parce qu'on a appliqué ou mis en œuvre une alliance militaire qui a été heureusement défensive et qui aujourd'hui tend à être offensive, qui est passée de la défensive à l'offensive. Tout ceci est un motif de préoccupation. Puisse-t-il être dépassé lors du 28 juin et puissions-nous voir tout cela dans de meilleures perspectives, mais nous ne pouvons pas ne pas vous dire qu'aujourd'hui nous avons aussi parlé de cette préoccupation parce que c'est une question dans la perspective de l'Europe.

En résumé, à partir d'ici, nous allons à ce Sommet avec les meilleures intentions, conscients que c'est un événement historique, et appréciant que l'Europe ait pris l'initiative de parler avec l'Amérique latine, mais en essayant fondamentalement de donner un contenu à ce Sommet. Si là-bas le thème central du protectionnisme et de l'équité dans les conditions de la concurrence dans nos pays n'était pas présent, le Sommet n'aurait aucun sens.



Ernesto Zedillo, président du Mexique

Le président Sanguinetti a déjà insisté sur la question commerciale et il a été pour moi très satisfaisant d'entendre tous et chacun des présidents ici réunis dire que, malgré les difficultés économiques qui existent dans nos différents pays, l'engagement en faveur de la libéralisation commerciale est plus ferme

que jamais. Il en est tellement ainsi qu'une décision fondamentale que nous devons prendre à propos de ce Sommet avec l'Union européenne est de lui proposer que ce Sommet ne se conclue pas par une déclaration vague en faveur du commerce international libre. Ce que nous voulons, c'est un engagement très clair pour que l'Amérique latine et l'Europe puissent avoir, dans un délai rapide, un commerce libre, des flux d'investissement libre, et que de plus ce commerce libre ne soit pas limité à quelques secteurs mais qu'il s'agisse d'une négociation intégrale incluant tous les secteurs.

Jamil Mahuad, président d'Équateur

Le premier constat partagé par tous est que la grave crise que nous avons dans nos pays aurait été beaucoup plus grave si on n'avait pas mis en œuvre les ajustements économiques des dix années passées depuis le début du Groupe de Río. La crise se serait multipliée, elle aurait été pire.

En second lieu, ces ajustements économiques ont permis des avancées sociales, surtout dans certains pays, et ils ont aussi permis la consolidation de la démocratie. C'est un objectif que l'on envisageait en Amérique latine comme une espérance il y a une décennie, et qui est une réalité solide. (...)

La pauvreté est le résultat final d'une grande quantité d'éléments, et le chômage est l'une des causes fondamentales de cette pauvreté.

Les niveaux élevés de chômage et la croissance du chômage dus spécialement à la crise au cours de ces derniers mois nous préoccupent tous. Et nous aimerions développer des programmes suffisants pour créer les emplois nécessaires et suffisamment rémunérés.

Pour cela, la clé est l'éducation ; c'est l'éducation qui égalise les chances. (...) Il nous faut semer dans le domaine économique pour pouvoir récolter dans le domaine social. Nous pouvons difficilement avancer dans le domaine social si nous ne parvenons pas à stabiliser l'économie, si nous ne parvenons pas à contrôler les déficits, si nous ne parvenons pas à mieux dépenser l'argent public. (...)

Ernesto Zedillo

J'insisterai sur un concept qui me paraît très opportun et que nous, présidents, pouvons réaffirmer aujourd'hui, c'est le concept de régionalisme ouvert. De fait, pour des raisons d'opportunité, de convenance, nos pays ont

conclu des accords de libre commerce avec des pays d'autres régions, et nous avons conclu des accords de libre commerce entre quelques-uns de nos pays. (...) Et à cause de cela, le Mexique et tous les pays qui ont participé au Groupe de Río, nous avons souscrit à ce concept de régionalisme ouvert. En ce qui concerne l'ALCA[ALCA : Association de libre échange des Amériques (NdT).], bien, ce que nous disons précisément c'est qu'il conviendrait dans ce dialogue que nous allons avoir avec les pays de l'Union européenne, d'ouvrir une piste semblable, un engagement analogue à celui que nous avons établi par rapport à l'ALCA. Lorsque nous nous sommes réunis fin 1994 à Miami, nous avons fait un pas très important - une autre question est de savoir si nous avons tant avancé ou si nous en avons tant fait, mais cela est une autre question - il y a eu là une décision politique fondamentale que nous avons prise, nous qui participions à cette réunion, à savoir obtenir un commerce libre dans les Amériques ; c'est une grande tâche politique, une grande tâche économique.

Ce que nous pensons proposer à l'Europe c'est que nous devons avoir pour objectif le libre commerce. (...)

Et aujourd'hui nous disons clairement que le Sommet de Río va être un sommet entre égaux. Et ceci est très important parce que tel va être l'esprit dans lequel nous allons aborder nos conversations, dans lequel nous allons aborder le processus de prise de décision dans ce Sommet.

Nous sommes intéressés à avoir une relation d'ouverture avec l'Europe, comme le sont certainement les Européens, non pour des raisons d'assistance économique ou de coopération économique, mais par intérêt

pour une coopération qui devrait exister particulièrement en direction des pays les plus pauvres, comme on le fait et comme on le pratique dans notre continent, mais aussi et surtout par intérêt propre, car celui qui ne sera pas en lien avec l'Amérique latine au XXIème siècle ne sera pas un acteur important ou il va laisser passer des occasions très importantes, et ceci est déjà une réalité.

La corruption, vue par le président Zedillo

Le problème de la corruption n'a rien à voir avec le système économique, il a à voir en premier lieu avec le système juridique, et de fait, beaucoup de manifestations de corruptions que nous voyons encore dans nos pays ont à voir avec l'héritage d'un excès de régulation et de contrôle qui a prévalu dans les pratiques et dans les politiques économiques antérieures. Chaque fois qu'il y a une régulation excessive, il y a un germe de corruption et, de fait, je suis convaincu que les processus de libéralisation interne qui ont vivifié nos économies constituent une force positive pour diminuer la corruption. Mais évidemment tout le travail ne se ramène pas à cela, il y a aussi un problème d'État de droit, il faut avoir des lois bonnes et avoir de bonnes institutions qui poursuivent et châtient la corruption. Et dans ce sens aussi, nous avons un engagement qui a à voir avec l'engagement pour la démocratie. Pour avoir une bonne démocratie, nous devons avoir un État de droit fort et dans cet État de droit fort nous devons être implacables contre la corruption. (...)

Le président d'Argentine, Carlos Menem, a déclaré au cours de la rencontre : « Le néolibéralisme n'a pas échoué. » Cette phrase a été perçue par certains commentateurs comme résumant l'esprit de la rencontre du Groupe de Río.

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 2301.**

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : version sténographiée de la conférence de presse du 29 mai 1999.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la source française (Dial - <http://www.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Sont membres du Groupe de Río : Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Chili, Équateur, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela, plus un représentant d'Amérique centrale (actuellement le Guatemala) et un autre de la Communauté des Caraïbes.

[2] Une assemblée de l'OMC aura lieu en septembre à Seattle (NdT).